

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plérin

Plérin, le 11/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PRODHYNET (S.A.)**

Avenue des Châtelets  
22440 Ploufragan

Références : 2025.247 - Recommandé n° 1A 215 042 4094 5  
Code AIOT : 0005500302

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement PRODHYNET (S.A.) implanté Avenue des Châtelets 22440 Ploufragan. L'inspection a été annoncée le 22/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 27 mai 2025 s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale de la DREAL ayant pour objectif de vérifier la mise en œuvre par les industriels de mesures permettant d'éviter la formation accidentelle de mélanges incompatibles de produits chimiques.  
Par ailleurs, l'exploitant a été interrogé sur la prise en compte de l'évolution de la réglementation relative à la surveillance de la qualité de ses effluents aqueux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRODHYNET (S.A.)
- Avenue des Châtelets 22440 Ploufragan
- Code AIOT : 0005500302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise PRODHYNET est une entreprise de fabrication et de distribution de savons, détergents et produits d'entretien utilisés, notamment, dans les industries agro-alimentaires.

Elle existe sur le site de Ploufragan depuis 1992 et a connu plusieurs évolutions.

Suite à une augmentation de la production, l'activité du site est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation signé le 25 janvier 1996.

Vu les évolutions de la nomenclature des installations classées, l'exploitant est concerné par le régime de l'autorisation pour la rubrique ICPE n° 4130 (présence sur site de produits de toxicité aiguë catégorie 3 par inhalation), par le régime de l'enregistrement pour la rubrique ICPE n° 2630 (production de détergents-savons) et par le régime de la déclaration pour les rubriques ICPE n° 4440, 4441 (stockage de solides et liquides comburants) et 4510 (stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique).

Depuis septembre 2023, l'entreprise PRODHYNET a été rachetée par le groupe KERSIA et une partie de ses activités ont été relocalisées dans différentes usines de ce groupe.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 9

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de l'échange ayant eu lieu le 27/05/2025, l'exploitant a informé l'inspection que l'activité de production de poudres avait cessé. De ce fait, les analyses prescrites à l'article 9-5 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 1996 (contrôle des émissions de poussières) n'étaient plus applicables.

L'inspection rappelle à l'exploitant que, toute modification notable apportées aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation (article R. 181-46 II du code de l'environnement).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/07/2007, article R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	FDS et étiquetage	Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-9-5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Stockage des matières	Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-9-3, 2-	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		I-11-9-4, 2-I-13-8		
5	Obturation des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-9-1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-7-5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-3, 2-I-11-4, 2-I-11-7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Registre de suivi du pH et du débit journalier	Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-7-4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 11/10/2023, article 5.11, 5.12 et 9.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 27/05/2025 a mis en évidence plusieurs non-conformités.

En particulier, l'inspection a constaté que l'exploitant n'était actuellement pas en capacité de fournir rapidement une information fiable concernant ses stocks. Dans la mesure où il a déjà été fréquemment observé l'importance de cette information dans la gestion d'une situation accidentelle, l'inspection propose à M. Le préfet de mettre en demeure l'exploitant de répondre à son obligation.

Par ailleurs, il est également apparu que l'exploitant avait une mauvaise connaissance de ses réseaux et que son plan actuel de surveillance de la qualité de ses rejets aqueux ne prenait pas en compte l'évolution de la réglementation. Ce constat ayant déjà été posé en novembre 2021, l'inspection propose également à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point. Enfin, l'inspection a également constaté que la plupart des stockages présents sur site n'était pas organisé de telle sorte à pouvoir éviter l'apparition de mélanges incompatibles.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2007, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le fonctionnement de la société PRODHYNET est encadré par l'arrêté préfectoral du 25/01/1996. Depuis cette date, les évolutions de la nomenclature des installations classées ont modifié les rubriques ICPE concernées par les activités de l'entreprise.</p> <p>Le 27/05/2025, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que le régime de l'autorisation pour la rubrique ICPE n° 2630 (fabrication de, ou à base de, détergents et savons) a été supprimé par le décret 2023-943 du 11 octobre 2023. L'entreprise est désormais soumise à <b>enregistrement</b> sous cette rubrique et doit donc vérifier les prescriptions détaillées dans l'arrêté ministériel du 11/10/2023.</p> <p>Par ailleurs, le site reste soumis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au régime de l'autorisation du fait de son classement sous la rubrique ICPE n° 4130-2 (présence sur site de substances liquides présentant une toxicité aiguë de catégorie 3) ;</li> <li>• à déclaration sous les rubriques ICPE n° 4440, 4441 et 4510. L'exploitant doit donc également se conformer aux prescriptions des arrêtés ministériels du 01/08/2019 et du 23/12/1998.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un document faisant le point sur la conformité de ses installations vis-à-vis des prescriptions applicables à une installation existante détaillées dans l'arrêté ministériel du 11/10/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<b>Constats :</b>

Le 27/05/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir un état des stocks qui lui permette de connaître, d'une part, les quantités de produits présents sur site concernés par une rubrique de la nomenclature des installations classées et, d'autre part, la quantité de matières combustibles entreposées localement (type récipients en plastique, ...).

L'exploitant a indiqué que, pour fournir l'information demandée, il devait croiser les données contenues dans plusieurs outils de suivi (tableau excel, logiciel Gesprod, ...).

Cependant, le 27/05/2025, l'exploitant n'a pas été en capacité de fournir l'état des stocks attendu.

**L'inspection constate donc que l'information relative aux stocks n'est pas facilement accessible.**

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les outils nécessaires à l'extraction de l'information concernant les stocks de produits potentiellement dangereux, ne sont accessibles que sur les ordinateurs situés dans les bureaux de l'entreprise PRODHYNET et, dans des versions plus ou moins actualisées, au niveau des copies réalisées par la responsable opérationnelle du site.

L'inspection constate que, suivant le positionnement d'un sinistre, il ne serait pas possible d'y accéder.

**Compte tenu de l'importance que revêt, en cas de situation accidentelle, une bonne connaissance des stocks de produits chimiques présents sur site, l'inspection propose à M. le Préfet des Côtes d'Armor de mettre l'exploitant en demeure de respecter l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : FDS et étiquetage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-9-5

**Thème(s) :** Risques accidentels, FDS et étiquetage

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail permettent de satisfaire cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

**Constats :**

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité (FDS) des produits stockés dans les 5 cuves extérieures.

Cependant, le 27/05/2025, l'exploitant n'a pas été en mesure de produire la FDS du produit

codifié dans l'outil Gesprod sous la référence P4124 (Phenoxip.XB), que ce soit en interrogeant la base de données de PRODHYNET ou celle de KERSIA.

**L'inspection constate que la base de données de l'exploitant n'est pas exhaustive.**

Par ailleurs, lors de la visite des installations, l'inspection a également constaté que certains contenants ne possédaient pas d'étiquette précisant le nom et les dangers des produits contenus.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant :

- de compléter sa base de données afin de disposer de l'ensemble des FDS des produits présents sur site, qu'il s'agisse de matière première ou de produits ayant été fabriqués sur place ;
- d'identifier l'ensemble des contenants présents sur son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Stockage des matières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-9-3, 2-I-11-9-4, 2-I-13-8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Stockage des matières

**Prescription contrôlée :**

##### Article 2-I-11-9-3

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 l ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 l.

[...]

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent être associés à une même rétention (ex : hypochlorite de soude et acides,...).

##### Article 2-I-11-9-4

[...]

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et

reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles (voir article 2-I-11-9-3).

**Article 2-I-13-8 :**

Les matières premières, produits semi-finis et finis doivent être stockés dans des locaux spécialement aménagés à cet effet. Le stockage à l'air libre devra être limité au strict nécessaire.  
[...]

En complément des articles précédents :

**Article 5.4 de l'arrêté ministériel du 11/09/2023 applicable aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique ICPE n° 2630 :**

[...]

Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Cette prescription a pour objectif d'encadrer non seulement le risque de pollution de l'environnement en cas de fuite de l'un des récipients stockés, mais aussi les risques liés à la création de mélanges incompatibles au sein du stockage ou au moment des dépotages.

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni :

- le plan du site tel que présenté dans le dossier transmis à l'administration en 1995 ; ce document précise notamment le volume des cuves de stockage des produits chimiques et les liaisons des caniveaux et aire de dépotage avec les cuves de récupération de 10 m<sup>3</sup> ;
- le schéma de principe réalisé en 2018 suite à un passage de caméra dans certains réseaux d'eaux, qui indique l'emplacement du bâtiment principal, des auvents et des canalisations et caniveaux ayant été investigués ;
- le protocole de sécurité utilisé dans le cadre d'opérations répétitives de chargement ou déchargement de produits dangereux ;
- le document intitulé « Dépotage citerne » qui décrit les actions devant être réalisées lors de cette opération, que ce soit par le chauffeur livrant les produits ou par le personnel de l'entreprise ;
- un tableau de suivi de l'état des flexibles servant au dépotage des produits chimiques ainsi que leurs attestations de conformité.

Par ailleurs, le 27/05/2025, l'inspection a constaté que, sur le site occupé par PRODHYNET, les matières premières, produits finis et déchets liquides étaient stockés de la façon suivante :

- **à l'intérieur du bâtiment principal** : Les matières premières et les produits finis sont stockés en racks, dans des bidons ou des pots d'environ 20 à 50 l, dans des fûts d'environ 200 l et dans des containers de 1 m<sup>3</sup> (GRV). Le sol du bâtiment est bétonné et présente des pentes permettant d'orienter les liquides épandus vers des caniveaux de récupération, eux-mêmes reliés à deux cuves enterrées de 10 m<sup>3</sup>, positionnées sous l'auvent situé au nord du bâtiment. L'inspection a observé que l'un des caniveaux a été comblé. Un « dos d'âne » existe en travers de l'une des allées intérieures mais ne la barre pas totalement ;
- **sous un auvent extérieur situé à l'est du bâtiment principal** : Les matières premières et les produits finis sont stockés en racks dans des fûts de 200 l et dans des containers de 1 m<sup>3</sup>



(en plastique ou métal). Le sol de l'auvent est bétonné et présente une pente qui permet d'orienter les liquides épandus vers des caniveaux de récupération dont certains sont reliés à une cuve enterrée de 200 m<sup>3</sup> ;

- **sous un auvent situé au nord du bâtiment principal** : Les produits chimiques (eau de javel, soude caustique, EDTA, acides sulfurique et phosphorique) sont stockés dans des cuves aériennes de 12, 15, 20 et 30 m<sup>3</sup> ; cet auvent abrite également deux cuves enterrées de 10 m<sup>3</sup>, reliées aux différents caniveaux du site ainsi que l'équipement qui permet de les vider (pompe, dispositif de mise en marche, tuyaux divers...) ;
- **en extérieur, dans la cour située à l'entrée du site et le long des clôtures** : De nombreux produits de natures diverses sont stockés dans des containers de 1 m<sup>3</sup>, empilés sur plusieurs niveaux. De nombreux contenants plastiques vides sont également stockés en extérieurs, le long des clôtures. Les surfaces extérieures sont entièrement bétonnées. Des pentes permettent d'orienter les liquides épandus vers des caniveaux dont le principal est relié à une cuve enterrée de 200 m<sup>3</sup>.
- **en extérieur dans la cour située à l'arrière du bâtiment, le long de la clôture** : Des déchets liquides sont stockés en containers de 1 m<sup>3</sup> (ainsi que des déchets variés). Le sol de cette zone est bétonné et la pente existante permet de diriger les liquides épandus vers les caniveaux reliés à la cuve de 200 m<sup>3</sup>.

D'autre part, l'inspection a également constaté la présence de flexibles de différentes couleurs au niveau des cuves de stockage des produits chimiques (soude, EDTA, acides) et l'existence d'un point bas au centre de l'aire de dépotage, qui permet de récupérer les effluents épandus et de les diriger vers les cuves enterrées de 10 m<sup>3</sup>.

Au cours des échanges, le responsable de production a confirmé que le dépotage de produits chimique était réalisé sous la surveillance d'un personnel de l'entreprise, après que celui-ci ait vérifié, d'une part, la conformité de la livraison à l'aide des documents de transport et, d'autre part, la fermeture des vannes des cuves non concernées par la livraison.

Cette personne a également fourni une information concernant le mode de gestion des effluents recueillis dans les cuves de 10 m<sup>3</sup> : pour pouvoir rejeter ces effluents, le contenu de la cuve doit être homogénéisé. Or l'agitateur ne peut être mis en route que si une certaine hauteur de liquide a été atteinte (remarque de l'inspection : hauteur non précisée mais qui semble correspondre au remplissage quasi complet de la cuve...).

Par ailleurs, l'inspection note que, lors de l'inspection réalisée en 2021, l'exploitant a déclaré que les réseaux ont été totalement réhabilités en juillet 2020 et que certaines trappes ont alors été scellées.

**Après étude des éléments mis à sa disposition et observation du terrain, l'inspection constate que :**

- l'exploitant stocke une quantité non négligeable de produits chimiques en extérieur ; **cette organisation ne correspond pas à la notion de « strict nécessaire » évoqué dans la prescription de l'article 2-I-13-8 ;**
- **aucun des plans transmis ne représente la totalité des réseaux existants ;**
- **les plans fournis ne permettent pas de s'assurer que l'ensemble des effluents épandus sur les sols extérieurs seraient récupérés dans l'une des cuves enterrées.** En effet, le schéma de principe de 2018 laisse penser que certains caniveaux sont reliés au réseau des eaux

pluviales souterraines (caniveau situé au niveau du repère EP 12 et ligne pointillée située au niveau de l'interface bâtiment principal/auvent Est) ;

- **l'organisation actuelle des stockages ne permet pas de séparer physiquement des fuites concomitantes de produits incompatibles ;**
- **l'exploitant n'a pas fourni d'élément permettant de vérifier que le volume de rétention effectivement disponible répond à l'obligation de pouvoir contenir jusqu'à 50 % des volumes susceptibles de s'y déverser ;** en particulier, il a été observé que les rétentions des cuves de produits chimiques étaient déjà bien « encombrées » (faire la différence entre le volume effectivement disponible et le volume géométrique de la rétention, notamment en cas de positionnement de plusieurs cuves dans celle-ci) ;
- le mode de gestion des cuves de 10 m<sup>3</sup>, et notamment l'obligation d'avoir atteint une certaine hauteur de liquide pour mettre en route l'agitateur avant rejet, implique que les cuves de 10 m<sup>3</sup> ne sont que rarement totalement vides ; **ce qui interroge sur leur capacité à récupérer un épandage accidentel** en cas de fuite lors d'une opération de dépotage (fuite sur la citerne de livraison ou rupture du flexible) ;
- autre conséquence de l'observation précédente : dans la mesure où elles ne sont pas systématiquement vidées dès déversement d'un liquide, **l'hypothèse d'un accident suite à l'apparition d'un mélange incompatible dans les cuves de 10 m<sup>3</sup> ne peut être écartée** (suite à l'épandage accidentel d'un produit incompatible avec l'effluent toujours présent dans la cuve du fait du mode de gestion de celle-ci).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des constats présentés ci-dessus et des incertitudes soulevées, l'inspection demande à l'exploitant de :

- modifier son organisation afin de limiter ses stockages extérieurs ;
- confirmer la justesse de l'information ayant été fournie à l'inspection qui indique qu'il n'y a pas de connexion entre les caniveaux susceptibles de recueillir des effluents pollués et le réseau souterrain des eaux pluviales ;
- mettre à jour le plan de ses réseaux afin que l'ensemble des connexions entre les zones recueillies et les cuves soient représentées (ainsi que les éléments particuliers type vannes, points de prélèvement, ...) ;
- vérifier que le volume de rétention disponible permet de récupérer 50 % des volumes susceptibles de s'y déverser, que ce soit pour les stockages intérieurs ou pour les stockages extérieurs ;
- veiller à ce que les cuves de 10 m<sup>3</sup> soient maintenues vides au cours du temps.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Obturation des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-9-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Obturation des réseaux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit procéder à des tests réguliers pour s'assurer du bon fonctionnement du ballon et

du compresseur et s'assurer de la formation de plusieurs salariés sur site à cette opération. Il convient de prévoir une traçabilité de ces tests et des formations associées et de rédiger une procédure ou « fiche réflexe » expliquant la mise en œuvre du ballon pour obturer le réseau d'EP.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection réalisée le 18/12/2018, l'inspection avait demandé à l'exploitant de prévoir des formations pour les personnels chargés de la mise en œuvre du ballon obturateur utilisé pour obstruer le réseau des eaux pluviales en cas de déversement accidentel.

En 2021, l'inspection avait constaté que, suite au départ de l'un des salariés, l'exploitant ne pouvait plus garantir la présence d'une personne formée sur l'ensemble des plages horaires de l'activité du site.

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni une copie du mode d'emploi de l'obturateur sur lequel la date des essais de mises en œuvre sont indiquées ainsi que la signature des personnes l'ayant réalisé.

**L'inspection constate que, le 24/04/2025, deux personnes formées ont réalisé un exercice de mise en œuvre de l'obturateur.**

Par ailleurs, le 27/05/2025, l'inspection a constaté qu'un obturateur et un compresseur étaient effectivement disponibles à l'intérieur de l'usine mais positionnés à deux endroits différents.

**A noter que le responsable de production n'avait pas connaissance de l'existence d'une pompe manuelle** alors que celle-ci est indiquée dans le mode opératoire de l'obturateur et permettrait d'intervenir en cas de coupure de courant.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu du constat présenté ci-dessus, et bien que l'exploitant respecte la prescription relative à la présence d'un obturateur, d'un compresseur et à la réalisation d'essais de ces matériels, l'inspection demande à l'exploitant de vérifier s'il dispose effectivement d'une pompe à main.

Par ailleurs, il est également conseillé à l'exploitant de regrouper ces matériels et de réfléchir s'il serait possible de les positionner à un endroit qui permettrait d'y accéder même en cas d'incendie dans le bâtiment principal.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Autosurveillance des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-7-5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux

#### **Prescription contrôlée :**

Aux fins de vérifier leur conformité, des contrôles périodiques sur les effluents industriels rejetés dans le réseau public seront effectués, sous la responsabilité de l'exploitant.

[...]

Les résultats des analyses et des débits journaliers rejetés seront adressés à l'inspection des

installations classées pour le 20 du mois suivant le trimestre écoulé. [...]
<b>Constats :</b>  Ce point a fait l'objet d'un contrôle lors de l'inspection réalisée le 08/11/2021. <b>Le 27/05/2025, l'inspection a constaté qu'aucune information n'avait été déposée dans l'application GIDAF depuis décembre 2024.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Compte tenu du constat présenté ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats de son autosurveillance en respectant la périodicité indiquée à l'article 2-I-11-7-5 de l'arrêté préfectoral du 25/01/1996.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Autosurveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-3, 2-I-11-4, 2-I-11-7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 2-I-11-3 :</u> L'établissement devra être pourvu d'un réseau d'assainissement particulier du type séparatif permettant un rejet différencié des eaux de pluie qui aboutissent dans le ruisseau de la Prée, affluent du Gouëdic.  <u>Article 2-I-11-4 :</u> [...] <p>Les eaux de pluie non polluées seront rejetées directement dans le milieu naturel.</p> [...]
<u>Article 2-I-11-7 :</u> Les eaux de pluie polluées en provenance des cuvettes de rétention, les eaux de lavage provenant en particulier des ateliers de fabrication seront collectées et envoyées vers le réseau d'assainissement public de Saint-Brieuc. [...]
<b>Constats :</b>  Suite à la visite réalisée sur site le 27/05/2025 et aux échanges ayant eu lieu avec le responsable de production, l'inspection comprend que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>les eaux pluviales</b> rejoignent en grande partie le caniveau situé à proximité de l'auvent latéral Est ; elles sont alors stockées dans la cuve enterrée de 200 m<sup>3</sup> puis pompées périodiquement pour être rejetées dans le réseau des eaux usées du site, après avoir</li> </ul>

transitées dans les cuves enterrées de 10 m<sup>3</sup> situées sous l'auvent nord. D'après le plan des réseaux établis suite au passage caméra réalisé en 2018, elles peuvent également être collectées directement par certains avaloirs positionnés sur le site et être évacuées dans un réseau souterrain, sans passage par une cuve de stockage intermédiaire (caniveau situé au niveau du repère EP 12 et ligne pointillée située au niveau de l'interface bâtiment principal/auvent Est) ;

- **les eaux potentiellement souillées** par des produits chimiques (provenant du bâtiment principal, de l'aire de dépotage, de l'auvent latéral Est et de la cour situé à l'entrée du site) sont collectées dans les cuves enterrées de 10 m<sup>3</sup> ; elles sont également pompées périodiquement pour être évacuées dans le réseau des eaux usées du site, après homogénéisation et contrôle ponctuel du pH (à l'aide de bandelette plongée dans un échantillon prélevé directement dans la cuve en cours de vidange).

L'exploitant indique dans son autosurveillance qu'il suit à la fois la qualité de ses rejets d'eaux usées (EU) et d'eaux pluviales (EP).

Pour celles-ci, il indique notamment dans son registre qu'il rejette environ 1 m<sup>3</sup>/semaine.

**L'inspection constate que ce chiffre ne semble pas corrélé avec la pluviométrie locale ni être cohérent avec le fait que les eaux pluviales non polluées ne sont pas stockées avant de rejoindre le réseau souterrain dédié.**

De ce fait, l'inspection s'interroge sur le positionnement du point de prélèvement des eaux pluviales d'autant plus que, lors du contrôle, le responsable d'exploitation n'a décrit qu'un seul point de prélèvement, situé au niveau des cuves enterrées de 10 m<sup>3</sup>, donc représentatif des eaux usées industrielles.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un plan des réseaux à jour sur lequel seront clairement positionnés l'ensemble des raccordements existant entre les caniveaux et les cuves enterrées, les vannes et les points de prélèvements des eaux pluviales et des eaux usées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 8 : Registre de suivi du pH et du débit journalier**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2-I-11-7-4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre de suivi du pH et du débit journalier

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant devra tenir à jour un registre où seront indiqués les valeurs du pH et le débit journalier des eaux rejetées. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **Constats :**

Suite à l'inspection réalisée le 08/11/2021 ce point a fait l'objet d'une demande d'action.

Le 27/05/2025, l'exploitant a présenté un document qui, sous forme de calendrier, indique les

dates de rejets de ce que l'exploitant identifie comme étant des eaux usées (EU) et des eaux pluviales (EP) (voir constat fiche n° 7 de ce rapport).

**L'inspection constate que seul le pH des eaux usées est indiqué dans le document de suivi** bien que celui-ci soit mesuré par le laboratoire réalisant périodiquement des analyses sur les effluents de l'entreprise.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu des constats présentés ci-dessus et dans la fiche n° 7 de ce rapport, l'inspection demande à l'exploitant de mesurer le pH des eaux pluviales susceptibles de rejoindre le réseau d'assainissement ou d'indiquer la raison pour laquelle cela ne peut être fait.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Plan de surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/10/2023, article 5.11, 5.12 et 9.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de surveillance

**Prescription contrôlée :**

**Article 5.11 Rejets dans le milieu naturel**

II- Pour les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduelles rejetées dans le milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

**Article 5.12 Raccordement à une station d'épuration**

Les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 02/02/1998 susvisé s'appliquent [...].

**Article 9.3 Surveillance des émissions dans l'eau :**

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, et le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 h : [...]

Les polluants qui ne sont pas émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission de ces polluants par l'installation.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet dans le milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

[...]

En complément, Article 34 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 :

[...]

En revanche, lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macro-polluants mentionnés ci-dessus sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel.

[...]

#### **Constats :**

En matière de conformité de la qualité de ses affluents aqueux, l'exploitant doit respecter :

- l'arrêté préfectoral du 25/01/1996 (article 11-7-1) ;
- l'arrêté ministériel du 02/02/1998 car installation classée soumise globalement au régime de l'autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 11/10/2023 car mise en œuvre d'une activité de production de savons-détergents soumise à enregistrement sous la rubrique n° 2630 ;
- l'arrêté ministériel du 23/12/1998 car déclaration sous rubrique 4510 ;
- l'arrêté ministériel du 01/08/ 2019 car déclaration sous rubriques 4440 et 4441 ;
- la convention de rejet signée avec le gestionnaire du réseau EU.

Dans leurs versions actuelles, ces textes tiennent compte des évolutions de la réglementation applicable aux rejets aqueux des installations soumises à enregistrement sous la rubrique ICPE n° 2630.

Pour l'entreprise PRODHYNET, les analyses réalisées en 2011-2012 ont mis en évidence la présence dans les effluents aqueux de produits qui sont désormais interdits.

Par courrier du 16/02/2025, l'inspection a transmis à l'exploitant la liste des produits concernés par cette interdiction (anthracène, benzo(a)pyrène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(g,h,i)pérylène, indeno(1,2,3-cd)pyrène).

**L'inspection constate que, du fait des évolutions de la réglementation, les valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux présentées dans l'arrêté préfectoral du 25/01/1996 sont devenues caduques.**

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni le résultat des analyses des eaux pluviales, prélevées le 05/05/2025 au niveau des cuves de 10 m<sup>3</sup>, sur les paramètres pH, T°, MES, DCO-st, DBO<sub>5</sub>, Azote global, Azote Kjeldhal, nitrites, nitrates, phosphore total, agents de surface anionique.

Ces paramètres sont également régulièrement mesurés au niveau des eaux résiduelles (données présente dans l'application GIDAF).

**Vu les paramètres mesurés, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas pris en compte les évolutions réglementaires applicables à ses rejets aqueux** (absence de mesures sur les paramètres AOX, HCT, Zn, Ni, Cr, Cu et substances spécifiques précédemment identifiées).

Dans la mesure où l'actualisation du plan de surveillance des rejets aqueux a déjà fait l'objet d'une demande d'action suite à l'inspection réalisée le 08/11/2021, l'inspection propose à M. Le Préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 5.11, 5.12 et 9.3 de l'arrêté ministériel du 11/10/2023, d'une part, en réalisant une étude d'incidence permettant de

vérifier la capacité de la station d'épuration à traiter les effluents de l'entreprise et, d'autre part, en analysant l'ensemble des paramètres cités par la réglementation au niveau de ses rejets aqueux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois